

MITTERRAND, LE SUR-HOMME DU DESTIN!!!

"L'action n'est riche que nourrie du rêve" Ou: "il m'est arrivé de trouver de l'intérêt à des jeunes femmes qui n'étaient pas socialistes". Et encore : "je suis né chrétien et mourrai sans doute en cet état".

C'est François MITTERRAND, 56 ans, ancien candidat à la présidence de la République, ancien ministre de la IVème, quelque chose sous Pétain et, actuellement, premier secrétaire du Parti Socialiste qui parle.

Cet entretien historique, il l'a eu avec Pierre Desgraupes et on peut le lire dans "Le Point" du 15 Janvier.

M. MITTERRAND, est, paraît-il, un homme heureux (c'est-à-dire qui sourit quand on le photographie!). Il le dit à Pierre Desgraupes:

Pierre Desgraupes: François Mitterrand, êtes-vous un homme heureux en ce moment ?

François Mitterrand: J'éprouve de la joie à voir que le travail accompli au cours de ces dernières années trouve sa justification. Nous avons rassemblé les socialistes dans un Parti qui devient un grand parti.

"La Rose et le Goupillon" que nous publions plus loin donne un échantillonnage des "socialistes" que M. MITTERRAND rassemble. Mais poursuivons la lecture du Point:

P.P.: Dans "Ma part de vérité", vous avez écrit: "J'ai été placé par le destin à un poste qu'il n'offre qu'à ses favoris, où l'on reçoit l'hommage de l'injure, de l'injustice et de l'ingratitude. Quelqu'un qui l'a occupé et a su apprécier la nature de ce privilège n'a pas beaucoup de degrés à franchir pour atteindre à la dignité du pouvoir".

F.M.: Oui, c'est l'épreuve du feu. Objectivement, je crois qu'au cours de ces vingt-cinq dernières années, Mendès-France et moi, nous avons plutôt battu le record. On a renouvelé contre nous les campagnes passionnelles qu'avait connues avant nous Léon Blum. Je suis en bonne compagnie.

"J'ai été placé par le destin"... comme disait l'autre, de toutes mes qualités, celle que j'apprécie le plus c'est ma modestie.

Cette profonde vérité n'a pas échappé au psychologue Pierre Desgraupes qui poursuit son interview en ces termes:

P.D.: Y avez-vous appris quelque chose?

F.M. - Oui. Quand on est passé par là, le sentiment de l'injustice s'imprime profondément. Mais aussi la volonté de dominer cette injustice. Ainsi s'affirme la maîtrise intérieure. Regardez de Gaulle: sa qualité principale, ça a été la maîtrise de soi. L'intelligence, certes, un merveilleux opportunisme qui tenait à des qualités de stratège plus que d'idéologue. Mais avant tout, ce qui lui a permis de résister aux tempêtes, c'était la maîtrise de soi.

P.P. - Justement, dans la phrase de vous que j'ai citée, le mot qui m'a intéressé, c'est le mot "destin". C'est un mot gaullien, non?

F.M. - Il aura glissé sous ma plume

On admirera la charmante simplicité du "camarade" Mitterrand. Mendès-France, Léon Blum, De Gaulle et ... Mitterrand!!!

Mais un homme "*choisi par le destin*", l'homme providentiel, ne se conçoit pas sans légende. De Gaulle, aidé il est vrai par la situation historique, avait mis beaucoup de soin à construire la sienne. Pour Mitterrand, à 56 ans, il est temps d'y songer. Voilà ce que ça donne:

F.M.: Lors de ma première évasion avec un camarade, j'ai fait vingt et une nuits de marche pour aller des environs de Weimar à la frontière suisse, en plein hiver. Nous couchions dehors, dans la neige, sous la pluie. Mon pauvre ami a eu une congestion pulmonaire. Moi, je n'ai même pas éternué.

MITTERRAND raconte là une tentative d'évasion de prisonniers de guerre. Camarades-ouvriers, qui connaissez le prix et les limites de l'effort physique, vous avez bien lu: "*Vingt et une nuits de marche*". "*Nous couchions dehors, dans la neige, sous la pluie*", pas étonnant que son "*pauvre ami*" ait eu une congestion pulmonaire. D'autant que les prisonniers évadés n'étaient pas, d'ordinaire, particulièrement bien vêtus et encore moins, particulièrement, bien nourris!

Ce n'est pas l'homme du destin mais le surhomme du destin! C'est le passage (victorieux!) de la Bérézina.

"Le Point" nous avait promis de nous révéler le "*visage souvent tenu caché de F. Mitterrand*". Il faut reconnaître qu'il tient parole.

Mais peut-être Mitterrand a-t-il tort de se livrer aussi complètement. Bien entendu, seul l'avenir nous l'apprendra. C'est que le "destin" est parfois capricieux. Certes, j'entends bien que F. Mitterrand peut croire définitivement réussie son OPA sur la Parti socialiste. Mais qui sait?

En tout cas, nous devons lui reconnaître le mérite de la franchise. Il ne dissimule pas le moins du monde le mépris qu'il éprouve à l'égard de ceux qui ont avant lui construit le parti.

P.D.: Dans "ma part de vérité", vous écrivez, parlant des marxistes rencontrés dans votre jeunesse: "pour tout dire, j'étais gêné d'entendre la gauche marxiste parler en français traduit de l'allemand. Les mots en "ion" et en "isme" m'écorchaient les oreilles" (soit dit en passant, c'est un point que vous avez en commun avec M. Pompidou). Et vous ajoutez: "on devine ce que j'endure maintenant".

F.M.: Oui. Je suis horripilé par un langage abscons. Ah! la trahison des idées par le vocabulaire! Je lutte contre la tentation dogmatique du socialisme français. Prononcez les mots sacrés, psalmodiez-les au bon moment, vous êtes de la maison. Eh bien non! Encore ne faut-il pas tomber dans l'excès contraire, ignorer les démarches de la théorie. Je crois que nous nous sommes trop livrés aux disputes d'école. Un langage usé ne permet pas à la pensée neuve de surgir. Mais je suis tranquille: LE socialisme est vigoureux.

P.D.: Vous accusez seulement un langage?

F.M. - Non, non, il faut aller au fond des choses. Mais si l'on parle comme ça, c'est que l'on pense comme ça. Alors, attention, danger!

"*Gêné d'entendre la gauche marxiste parler un français traduit de l'allemand*". Voilà ce que le "socialiste" Mitterrand ose écrire. On croirait entendre Maurras ou Pétain ou "*je suis partout*".

Mais Mitterrand a raison: ce n'est pas seulement le langage qui est en cause et pour parler le "*beau langage*" qu'affectionne, paraît-il, M. MITTERRAND: "*si l'on parle comme ça, c'est que l'on pense comme ça*".

C'est bien comme "*la rose a des épines*" et Pierre Desgraupes qui, apparemment, se situe intellectuellement très au-dessus de "*l'homme du destin*" ne résiste pas au malicieux plaisir d'en glisser quelques unes dans le bouquet qu'on l'a chargé d'offrir à Mitterrand. Lisez ce dialogue digne de bourgeois gentilhommes:

P.D.: Vous avez écrit une phrase (encore une) sur laquelle je voudrais vous interroger: "toutes les raisons de vivre sont dans le Sermon sur la montagne".

F.M.: Oui, je le crois!

P.D.: J'ai eu la curiosité de relire le Sermon sur la montagne. Le Christ y promet aux pauvres un bon salaire ... dans le ciel. Ce n'est pas exactement ce que j'ai compris du socialisme.

F.M.: Vous avez lu une mauvaise traduction.

P.D.: C'est celle de la Pléiade.

F.M.: Diable!

Je commence à croire que Mitterrand appartient effectivement à la race des "hommes providentiels". En tout cas, il possède au plus haut point la principale de leur qualité: une absence totale d'humour! D'autant qu'il poursuit:

F.M.: Je ne vous abandonne pas quand même le Sermon sur la montagne. Mais ce n'est pas ma seule source d'inspiration. Le socialisme se place sur un plan, pour une large part, différent.

P.D. - Je vous l'accorde ...

F.M. - J'ai retenu le message très beau du Christ ...

P.D.: Vous aimez le beau langage?

F.M.: Oui, il y a la puissance des mots. Vous voyez, nous y revenons.

P.D.: Au fond, vous avez beau faire, étant donné qui vous êtes (et qui je suis, d'ailleurs) , nous ne serons jamais chez nous au milieu des ouvriers...

F.M.: Je ne suis pas ouvrier, je ne prétends pas avoir les réflexes des ouvriers. Je crois trop à la réalité des classes sociales pour ne pas considérer que ce serait de ma part une faute, et d'abord un abus. Lénine appartenait aux classes moyennes. Jaurès aussi, et Blum et Allende.

Après Blum, Mendès-France, De Gaulle voilà Jaurès, Lénine et Allende invités à entrer dans la légende mitterrandesque. Mais l'essentiel n'est pas là.

Blum, Jaurès, Lénine comme Bakounine ou Kropotkine ou Pelloutier, appartiennent eux, au mouvement ouvrier. Ils construisaient des organisations ouvrières. Ils se sentaient chez eux au milieu des ouvriers. M. MITTERRAND, lui est venu sur le tard au Parti Socialiste non pour le construire mais pour le détruire.

MITTERRAND, non seulement n'est pas un ouvrier (ce qui est secondaire) mais il n'a jamais été, il ne sera jamais un militant ouvrier. Le pire, c'est qu'il le dit lui-même.

P.D.: Vous avez dit un jour: "je suis et resterai libéral".

F.M.: Je ne sais pas si je l'ai dit mais je resterai sans aucun doute libéral sur le plan politique.

Libéral bourgeois doublé d'un catholique, M. MITTERRAND n'est pas de notre monde.

Son monde c'est celui de De Gaulle et de cette vieille canaille de François Mauriac "ami de sa famille".

Libéral bourgeois, défendant dans un parti bourgeois les "valeurs" de la bourgeoisie, M. MITTERRAND pourrait peut être prétendre à notre considération.

Agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, il ne saurait nous inspirer que du mépris.

Alexandre HEBERT.

Nous publions ci-dessous un texte de camarades anarcho-syndicalistes, écrit pour la tribune libre du bulletin départemental du SNI de la Loire Atlantique.

Les faits relatés ne sont pas uniques en France mais méritent d'être connus de tous car ils montrent bien la collusion entre gauchistes de l'Ecole émancipée et une certaine aile de l'Eglise et aussi les convergences qui existent avec la politique gouvernementale.

VIVE L'ECOLE PUBLIQUE...

Le conseil syndical du SNI s'est unanimement indigné du fait que des enseignants de l'Ecole Normale de jeunes filles et du centre de formation des PEGC aient pu songer à inviter un enseignant de la faculté catholique de Paris pour faire une conférence aux élèves-maîtres.

Venant après l'invitation des professeurs d'une Ecole Normale de Vendée conviant leurs élèves (et futurs instituteurs publics) à visiter une école privée, et celle, l'an dernier, des remplaçants en stage appelant un curé afin de discuter avec lui au sein de l'Ecole Normale, nous ne pensons pas que "l'histoire" de l'EN de filles soit simplement fortuite. L'aval que lui a donné l'administration ne faisant que renforcer notre conviction.

Les professeurs de l'EN concernés ont organisé à la *Fédération des Amicales Laïques*, afin de se justifier, un "débat sur la laïcité". La position du SNI a longuement été critiquée. Le porte-parole des professeurs d'EN n'a pas hésité à parler à son encontre de "*délation de fonctionnaire*".

A cette réunion se sont retrouvés, unis contre le SNI, les gauchistes de l'Ecole Emancipée, les militants CFDT du SGEN, et des professeurs d'EN qui, avec la bénédiction de l'administration, avaient organisé la venue de l'enseignant privé.

Seuls les syndicalistes du SNI et les représentants des organisations ouvrières présents ont défendu la Laïcité et l'Ecole.

Nos camarades ont pu apprendre qu'ils ne sont que des "*suppôts de la bourgeoisie*", les commis des maisons d'éditions bourgeoises. Nul doute qu'ils ont apprécié à leur juste valeur les affirmations cléricalo-gauchistes, tout comme ils ont pu remarquer l'argumentation gauchiste faite de ricanements, mais aussi de propos dont la gravité ne peut échapper à tous les enseignants.

Ainsi, selon cette coalition, l'école publique et l'école privée ont la même nature et la même fonction. Il en résulte que nous n'avons nullement à en défendre une plutôt que l'autre, encore que l'école privée se situerait un peu au-dessus de l'école laïque où on continue (horreur!) à noter les enfants et à faire des compositions!

Il est évident que nous n'avons pas en France une Ecole socialiste; il n'empêche que, même si l'école publique est une institution bourgeoise, comme toutes les institutions en système capitaliste, elle demeure un outil indispensable à l'émancipation des travailleurs, dans la mesure où elle est laïque et gratuite.

La meilleure preuve, c'est que chaque fois que la bourgeoisie française a voulu porter un coup à la classe ouvrière elle a porté atteinte à l'Ecole Publique (Pétain... Vème République...).

Nous avons entendu à la FAL des paroles aussi affligeantes que: "*Il est inutile d'apprendre à lire aux enfants, tous les manuels sont édités par des maisons bourgeoises*". Cela peut aller loin! Mais ces propos ne sont absolument pas en contradiction avec la politique scolaire gouvernementale et les intérêts du grand capital, et l'auteur de ces paroles effarantes aurait sa place dans n'importe quel gouvernement réactionnaire.

Les véritables suppôts de la bourgeoisie se démasquent, ce sont ceux qui veulent, entre autres, enlever à l'Ecole son rôle d'instruction pour lui conférer celui d'animation.

D'autres propos aussi graves ont été proférés; parlant de l'ouverture de l'école et l'introduction de personnels n'appartenant pas à l'Education Nationale, le problème du statut de la fonction publique a été naturellement abordé. Sur ce point précis aussi des clarifications ont été apportées. Nos antagonistes ne sont-ils pas allés jusqu'à s'affirmer adversaires du statut de la fonction publique qui, de par ses avantages, nous séparerait, nous fonctionnaires, du reste de la classe ouvrière!

L'argumentation est subtile, mais quelque peu masochiste, et ces bons apôtres, qui ne sont pas à une contradiction près, se posent en victimes si on ne les laisse pas professer "*un enseignement engagé*" à l'école! Un enseignement engagé!, "*à gauche*" naturellement, Merci pour l'idéologie "*de gauche*" dispensée à nos enfants par les petites bonnes soeurs du SGEN qui, là encore, n'ont décidément pas la même conception que nous de la laïcité!

Mais au fait, toujours au sujet du statut de la fonction publique, la campagne orchestrée par la presse locale et l'EDRAP (*Equipe départementale de rénovation et d'animation pédagogiques*) en faveur des "ateliers" introduisant dans l'enseignement des personnels étrangers à l'Education Nationale (concierge d'école, cuisinières, dames, au foyer...) ne signifierait-elle pas le début d'un processus de privatisation conduisant à la démolition du "corps enseignant" et son remplacement par la "société enseignante", selon les thèses de tous ceux qui, derrière le prêtre Yvan Illich, crient: "*A bas l'Ecole!*" ?

Adversaires de l'Ecole Publique, adversaires de l'instruction, adversaires du statut des fonctionnaires, tels nous sont apparus les gauchistes et leurs alliés. Les enseignants et la classe ouvrière dans son ensemble sauront en tirer la leçon.

Les enseignants devront aussi se montrer vigilants quant au contenu qui peut être donné à la formation continuée des instituteurs, car ils savent désormais qu'à l'intérieur même de l'Education Nationale, et dans l'appareil chargé de la formation des enseignants existent des gens et des groupes dont l'intention non déguisée est, avec l'approbation de l'administration, de mettre en place des structures qui, sous prétexte d'ouverture sur la vie, conduisent, en fait, à la privatisation et au sabotage même de l'Ecole Laïque .

Bernard BOLZER - Claude MENET

LA DELIQUESCENCE INTRINSEQUE DU GAUCHISME...

Il n'est pas dans notre propos d'accréditer la thèse stalinienne qui consiste à qualifier de "gauchistes" toutes les organisations qui, bien que se réclamant de la révolution socialiste, dénoncent le prétendu communisme de l'URSS et de ses satellites. Nous sommes en effet de ceux-là, mais nous ne nous reconnaissons ni dans le gauchisme, ni dans l'anti-communisme.

Est-il alors possible de tenter une définition du gauchisme? Malgré ses multiples aspects, il apparaît toujours comme une réaction petite-bourgeoise, idéaliste et bien souvent individualiste contre une société d'exploitation et de corruption qui ne satisfait en aucune manière les aspirations de la majorité des individus. Sa manifestation actuelle est doublée d'une profonde et légitime exaspération contre les directions du mouvement ouvrier qui ne cesse de le trahir. Il est significatif, à cet égard, de constater l'essor du gauchisme dans les secteurs ou dans les syndicats dominés plus ou moins directement par le P.C.F. d'une part, et de le retrouver, d'autre part, dans certains milieux d'intellectuels déçus de n'avoir pas trouvé dans cette société la place qu'ils estimaient être la leur.

Il est compréhensible que dans l'une ou l'autre des situations précédentes, se manifeste une tentation de révolte, mais il ne s'agit malheureusement que d'une révolte sporadique, d'une récolte alibi, d'un refuge face au véritable combat "de toutes les heures" que nécessiterait une telle prise de conscience.

Ce qui différencie les révolutionnaires des gauchistes, c'est que ces derniers, quoiqu'il leur arrive de le dire, ne se situent pas sur le terrain de la classe ouvrière, mais bien plus sur celui des spéculations intellectuelles ou supposées telles. S'ils restaient dans ce seul domaine, les gauchistes ne présenteraient pas politiquement un danger, mais le problème réside précisément en ce que, de leurs prétendues analyses, ils extraient une orientation et une stratégie politiques, soit-disant "révolutionnaires".

L'un des traits fondamentaux du gauchisme c'est, à partir de la critique des directions ouvrières, le rejet des syndicats et l'abandon de la lutte quotidienne: il n'est alors plus question de "directions-traîtres" mais "d'organisations syndicales traîtres". C'est là une preuve, s'il en fallait, que les gauchistes sent étrangers à la lutte des classes, laquelle, précisément, passe pour le prolétariat, par sa composition en tant que classe à travers ses organisations.

De ce refus, découle une pseudo-démocratie directe, dont celui qui a assisté à des assemblées où elle régnait, a pu voir la concrétisation: la parole est exclusivement à ceux qui ont la voix la plus forte. N'est-ce pas là une des formes les plus vives de la dictature et de la bureaucratie qu'on prétend combattre?

Se vouloir enfin les censeurs de tout ce qui est, conduit les gauchistes à nier tout acquis de la classe ouvrière, et même de l'Humanité; aussi, les entendons-nous par exemple, dire aujourd'hui, en écho avec la bourgeoisie, que la laïcité est un problème dépassé, et qu'il y a identité entre l'école publique et l'école privée. Toujours dans le domaine de l'éducation, nous avons pu enfin être frappés par l'analogie entre le mot d'ordre gauchiste de "fin de l'école" et l'ouvrage récent du R.P. Yvan ILLICH: "*Une Société sans Ecole*"! Il s'agit là de la plus flagrante conjonction entre une aile de l'Eglise Catholique et la branche dite avancée des gauchistes. Cela n'est pas pour nous étonner!

Les uns et les autres, en-effet, à partir d'une analyse idéalisée parviennent à des conclusions identiquement réactionnaires. Ainsi, lorsqu'ILLICH écrit que le savoir de la plupart des êtres humains leur vient d'expériences faites en dehors de l'école, il ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà mai, il oublie (avec une singulière constance tout au cours de son livre) que c'est quand même à l'école (où, il est vrai avec un précepteur) s'acquièrent les instruments de base qui permettant l'acquisition des connaissances.

Il oublie ou semble oublier aussi que l'école est pour bien des enfants de milieux modestes, la seule possibilité de tenter de réduire un sérieux handicap. Il oublie enfin que la Société est divisée en classes et confond, comme les gauchistes, la critique des institutions en elles-mêmes avec celle des institutions d'une bourgeoisie dominante - ce qui au demeurant - convient parfaitement à cette dernière (1).

La révolution rejoignant l'Eglise, le modernisme redécouvrant les mythes les plus réactionnaires, les enseignants devenant des flics ou jouant "*un rôle de division sur le plan social*" (Illich) tout cela a pour but, à partir de problèmes réels, profonds et facilement décelables, mais auxquels la bourgeoisie ne peut remédier, d'entretenir auprès de tous et plus particulièrement des jeunes la plus grande confusion.

Il nous faut démasquer ces faux amis et réaffirmer les principes clairs et de bon sens que nous ont enseigné les générations de militants qui nous ont précédé. Cela ne peut se faire qu'en rappelant le seul critère que nous retenons pour notre combat; la défense à court et à long terme des intérêts de la classe ouvrière.

Hervé HOCHARD.

(1) Il est bon de rappeler en effet que M. PIERRE-EMANUEL, président d'une commission chargée des Affaires Culturelles, dans le cadre du VIème Plan et l'un des promoteurs de la "réforme du français", recommande la lecture du livre d'ILLICH.

LA ROSE ET LE GOUPILLON...

Extraits de l'Ouest-Syndicaliste n° 61 - janvier 73

Après avoir lutté contre le cléricanisme de droite, devons-nous combattre le cléricanisme de gauche?

On ne peut écarter cette éventualité quand on a lu le numéro 5, de décembre 72, de l'organe du Parti Socialiste, "*Le Poing et la Rose*".

Avant d'analyser les textes qui sont publiés dans ce journal, il semble utile de rappeler quelques notions essentielles.

Le cléricanisme n'est rien d'autre que l'intrusion d'une église, quelle qu'elle soit, dans un domaine où elle n'a rien à faire, celui de la politique.

Une église, ou une secte, sont des organisations hiérarchisées, composées des adeptes d'une même religion. Et une religion, c'est, bien plus que la pratique de certains rites, l'adhésion à un dogme, la référence à une foi. A ceux qui partagent des croyances, nous ne dénisons pas le droit de se rassembler et de s'organiser. Mais nous pensons qu'à aucun titre l'organisation qu'ils constituent ne peut prétendre jouer le moindre rôle politique.

En effet, la politique est l'expression de la lutte des classes ou, si l'en préfère, de l'opposition d'intérêts qui règne entre les exploités et les exploités.

La politique c'est aussi, bien entendu, l'art de gouverner mais l'on ne gouverne qu'en tenant compte des réalités économiques et sociales de la société dans laquelle on se trouve et donc des antagonismes de classes qui s'y exercent. L'action politique s'incarne dans des partis car c'est une nécessité pour elle et une condition d'efficacité que de s'appuyer sur des structures. Et le gouvernement lui-même n'exerce l'action dirigeante qu'au nom d'une classe dominante.

UNE DIFFERENCE DE NATURE:

On constate immédiatement qu'il y a une différence de nature entre le dogme, fondement des religions et des églises, et le programme politique: le premier se place sur le plan de l'absolu alors que le second ne vise qu'à la défense des intérêts dont il est l'expression.

Il est facile d'en déduire que, dans la mesure où une église s'érige en force politique, le programme qu'elle défend prend appui sur le dogme qu'elle incarne et tend à s'identifier à lui: la porte est alors ouverte au cléricanisme, même si l'église n'agit pas directement sur le plan politique mais par organisation interposée.

Et à supposer même qu'il puisse être libéral, le cléricanisme constitue une menace permanente contre les droits et libertés politiques de ceux qui n'adhèrent pas à ce dogme, qui n'appartiennent pas à l'église qui l'incarne ou qui, plus simplement, combattent ses options politiques puisque celles-ci sont en quelque sorte sacrées. C'est une forme, et non la moindre, de totalitarisme.

Tel est le sens de notre laïcité: elle constitue pour tous la garantie de la libre adhésion aux croyances de leur choix mais elle marque en même temps la limite qui sépare l'action politique de la liberté religieuse.

Cependant, entre politique et religion, se situe la morale qui ne constitue le fondement ni de l'une ni de l'autre mais au contraire est la conséquence de l'une et de l'autre. En effet, toute politique est liée, en fonction des objectifs qu'elle poursuit, à une certaine vision de l'homme, de même que toute religion projette une image de l'homme en fonction du dogme sur lequel elle repose.

Religion et politique peuvent donc se rencontrer sur le terrain de la morale et on sait d'expérience qu'il n'est pas de terrain plus mouvant que celui-là: il suffit pour s'en convaincre de s'en référer à l'histoire.

Le cheminement du cléricisme passe donc nécessairement par le sentier de la morale parce que c'est le seul par lequel il peut atteindre au politique.

Ainsi, comme le cléricisme de droite, c'est au nom de valeurs morales que le cléricisme de gauche entend faire son entrée sur la scène politique.

Le premier défendait la morale de la propriété, le second la morale de la justice. Le premier défendait une organisation sociale fondée sur l'obéissance, le second un ordre établi sur la responsabilité. Le premier défendait au nom de la morale, l'ordre établi, le second justifie, au nom de la morale, la "révolution". Le premier était ouvertement du côté de la classe au pouvoir, le second tout en défendant les mêmes intérêts prétend le faire au nom de la classe ouvrière.

La morale dont il se réclame, comme toute morale d'ailleurs, est une morale de circonstance. Mais le dogme, lui, reste intangible: nul n'en parle mais il reste la toile de fond devant laquelle s'agitent les personnages .

Car ce n'est pas la moindre paradoxe que de voir les assemblées actuelles de l'épiscopat rendre publiques des déclarations qui toutes ont trait à des problèmes politiques ou moraux mais dont aucune ne concerne le seul domaine réservé de la religion, le dogme.

UNE EVOLUTION SUIVIE:

Alors, que s'est-il passé depuis quelques années?

Le cléricisme de gauche a d'abord eu honte de lui-même et il s'est masqué: c'est le sens de la "déconfessionnalisation" de la C.F.T.C. Mais on remarquera que la C.F.D.T. aussi s'est d'emblée placée sur le terrain de la morale en faisant référence, dans ses statuts, aux "humanismes", notion ambiguë s'il en est. Et la C.F.D.T. tout naturellement est devenue le champion des thèses économiques et sociales inspirées de la morale sociale de l'Eglise: planification démocratique, socialisme démocratique, autogestion (1).

En quoi ces conceptions sont-elles inspirées par la morale sociale de l'Eglise? Par le fait qu'elles expriment une vision communautaire de l'organisation sociale: on tente ainsi d'orienter la classe ouvrière vers la collaboration de classes au moment même où elle se trouve engagée dans un combat particulièrement difficile. Car cette conception communautaire est essentiellement ecclésiale: pour la morale, les hommes ne sont égaux ni en fait ni en droit mais seulement en dignité devant Dieu. Membres d'une même communauté hiérarchisée, au sein de laquelle chacun doit oeuvrer au bien commun, ils ont à assumer leurs propres responsabilités, selon le principe de subsidiarité, et recevront en retour la juste récompense de leur peine (2).

Il y a pire: la réussite de l'expérience C.F.D.T. a donné de l'audace aux militants de l'Action Catholique, qui, dans une seconde phase, ont commencé à investir les organisations laïques et les partis politiques ouvriers ou tout au moins le P.S., car on ne peut guère reconnaître au P.S.U. le caractère d'un parti

(1) QUELQUES EXTRAITS DES STATUTS DE LA C.F.D.T. Un préambule précède les statuts tels qu'ils ont été adoptés en 1964: *"La Confédération affirme sa volonté d'être une grande centrale démocratique répondant pleinement aux aspirations des travailleurs. Soulignant les efforts des différentes formes d'humanisme, dont l'humanisme chrétien, à la définition des exigences fondamentales de la personne humaine et de sa place dans la société, elle entend développer son action en restant fidèle à un syndicalisme idéologique fondé sur des exigences qui demeurent les siennes"*. Quant à l'article III, il précise que la C.F.T.C. prend le titre de C.F.D.T.

(2) LES PRINCIPES D'HUMANISME DE LA C.F.D.T. LES ENCYCLIQUES SOCIALES DU VATICAN. Pour la claire compréhension des choses, voici quelques extraits de l'Encyclique *Rerum Novarum*, contenu de l'article 1er des statuts de la C.F.T.C. mais qui sont tout autant ce fameux "HUMANISME CHRETIEN" auquel se réfèrent les principes de la C.F.D.T.: *"Le premier principe à mettre en avant, c'est que l'on doit accepter cette condition de la nature humaine qui rend impossible dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau... En premier lieu, il faut que les lois publiques soient pour les propriétés privées, UNE PROTECTION ET UNE SAUVEGARDE... L'erreur capitale, c'est de croire que les deux classes sont ENNEMIES nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les prolétaires pour qu'ils se battent mutuellement dans un duel obstiné. C'est une aberration, car ces deux classes sont destinées par nature à S'UNIR HARMONIEUSEMENT dans un parfait équilibre"*.

ouvrier. Quant au P.C.F., il est trop bien armé contre de telles tentatives pour que celles-ci puissent même être envisagées.

Il est normal que tout citoyen, quelles que soient ses opinions religieuses, puisse adhérer au parti ou au syndicat de son choix. Mais en l'occurrence il s'agit de tout autre chose: de faire passer dans la vie syndicale et politique les thèses de la morale sociale chrétienne définie par l'Eglise.

L' ORDRE MORAL NOUVEAU:

Et déjà nous sommes entrés dans une troisième phase: non seulement certaines organisations laïques adoptent des positions telles que l'enseignement public est remis en cause ou tout au moins placé au même rang que l'enseignement confessionnel, mais encore l'action politique de l'Eglise est reconnue par le Parti Socialiste comme nécessaire et bénéfique.

Et c'est ici que nous nous en référons au *"Poing et la Rose"* de décembre 1972.

Ce journal publia en effet un compte rendu du colloque organisé entre des responsables du P.S. et des militants d'Action Catholique, un pasteur protestant, des représentants de la hiérarchie catholique.

La première caractéristique de ce colloque est de se placer d'abord sur le plan de la morale, celle-ci étant présentée comme l'inspiratrice de l'action politique. La politique ne serait donc qu'un sous-produit de la morale en attendant de devenir un sous-produit du dogme, à plus ou moins long terme.

Au nom des valeurs morales, on souligne la convergence des courants chrétien et socialiste, convergence que marque "l'évolution considérable" de l'église et à laquelle doit correspondre une évolution semblable du socialisme afin de permettre aux deux "projets" de "se recouvrir" le cas échéant.

Nous citons quelques extraits des déclarations des membres du P.S. qui marquent ce glissement du plan politique au plan moral sinon mystique:

CHEVENEMENT: "Il y a dans l'engagement socialiste une dimension qui est celle du pari des chrétiens. Je me demande si ce n'est pas cette dimension qui a manqué au marxisme et qui est l'apport essentiel des chrétiens d'aujourd'hui. Cette dimension ne doit empêcher en rien un sens très aigu de la responsabilité".

MAUROY: "Il y a un élan naturel, une foi qui dépasse vraiment le dévouement à une cause immédiate et qui se situe à un niveau de spiritualité inséparable du socialisme".

EYQUEM: "Le socialiste milite parce qu'il souffre de la souffrance des autres".

HERNU: "Peut-être le socialisme est-il en train d'aller du collectivisme à la personne tandis que l'Eglise va de la personne au collectivisme, ce qui fait que les deux chemins tendent à se rencontrer".

PONCET: "Les chrétiens d'avant-garde entrent en politique un peu comme on entre en religion: motivés par leur foi religieuse, voyant dans le socialisme l'accomplissement de leur christianisme, ils y apportent leur générosité mais aussi tout le poids de leurs antécédents religieux. Comme la religion, la politique leur apparaît comme un absolu et ils y transposent certaines des valeurs auxquelles ils se sont jusque-là référés".

FAJARDIE: "Ce que nous pouvons dire c'est que le socialisme est un humanisme c'est-à-dire qu'il donne la prééminence à l'individu humain et que le matérialisme ne l'intéresse que dans la mesure où il favorise le développement de l'homme".

De là à faire du socialisme un moyen de la rédemption du genre humain, il n'y a qu'un pas à franchir. Sans aller encore jusque-là, on n'en souligne pas moins la "marche irrésistible" vers une convergence des positions et cette double évolution est portée à la hauteur d'une nécessité historique.

Où doit conduire cette convergence? C'est François MITTERAND qui la dit en tirant les conclusions du colloque dans un article intitulé: *"Dialogue largement ouvert"* que nous publions par ailleurs intégralement, en soulignant les passages les plus significatifs.

LA CHARTE D'AMIENS:

En pesant nos mots, nous disons qu'un tel article constitue une forfaiture. Il est faux de faire du Christianisme le précurseur du Socialisme, de dire que les deux projets peuvent se recouvrir et qu'ils ont le même but.

Il n'y a entre eux aucune commune mesure et si des aspirations communes s'expriment sur le plan moral c'est par une rencontre dont il ne faut pas tirer de conclusions hâtives.

Il est faux que le Socialisme ait besoin de l'apport du Christianisme et que le Personnalisme de Mounier puisse l'aider à mieux se comprendre et sa réaliser.

Il est faux que l'autogestion, la planification démocratique et l'insertion des syndicats, c'est-à-dire leur intégration, s'inscrivent dans une perspective socialiste, c'est-à-dire dans une perspective de libération de la classe ouvrière.

Il est faux de prétendre que nous vivons en communauté. Et il est faux d'écrire que le problème de l'école constitue un petit contentieux.

Il est faux que les chrétiens aient droit, dans le combat politique, à des égards particuliers.

Il est faux que le socialisme ait besoin de renouveler ses valeurs fondamentales.

Mais il est vrai qu'en le "rénovant", on veut le trahir. Il est vrai qu'on ne minimise les problèmes, comme celui de l'école, que pour mieux aider l'Eglise à leur apporter ses propres solutions, en raison, bien entendu, des égards particuliers qui lui sont dûs.

Il est vrai que dans la conception communautaire s'inscrivent la planification démocratique, l'autogestion, l'insertion des syndicats, c'est-à-dire la collaboration de classes qui constitue le fond de la morale sociale de l'Eglise.

Et il est faux qu'un tel "projet" se place dans la perspective de la libération de la Classe Ouvrière. On ne peut réduire le socialisme à des valeurs morales, pas plus que le christianisme d'ailleurs.

Nous, syndicalistes, nous sommes directement concernés par cette évolution vers le cléricisme de gauche.

Nous pouvons, avec les travailleurs chrétiens, parce qu'ils sont des travailleurs comme les autres, nous battre sur le terrain de classe pour arracher des libertés qui nous appartiennent à tous et sont également précieuses à tous.

Et en cela nous demeurons fidèles à la Charte d'Amiens qui déclarait:

"Le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors".

Et nous n'entendons pas solliciter l'appui d'organisations n'ayant rien de commun avec la classe ouvrière: *"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"*.

Depuis Pelloutier, cette évidence n'a pas varié.

Pierre MARTIN, Alexandre HEBERT, Philippe DEHAN.

UN DIALOGUE LARGEMENT OUVERT...

Le socialisme offre des visages très différents, même s'il a des sources d'inspiration communes. Le christianisme lui n'a pas été qu'un éveil spirituel, mais aussi une certaine appréhension d'un certain monde économique et social: même si César restait chez lui, il a bien compris que le message du Christ allait bientôt l'embarrasser!

Projet de l'homme? Projet du socialisme? Les deux projets peuvent se recouvrir le cas échéant, et à l'origine si la même inspiration libérait l'homme de toutes les formes d'exploitation subjectives, objectives, le même but a inspiré les fondateurs du christianisme et les fondateurs du socialisme.

Si socialisme et christianisme se sont opposés, c'est qu'au moment où le socialisme est né, le christianisme avait dévié. Je suis étonné, au fond, que le socialisme ne soit pas né dans les milieux chrétiens au XIXème siècle... A partir de là, les socialistes ont considéré que les chrétiens, toujours représentés par leurs organes officiels, étaient leurs ennemis. Et le socialisme s'est développé dans des conditions antagonistes: tantôt il a voyagé dans l'utopie, tantôt il a voyagé dans un réalisme dialectique, prétendant résoudre tout par les canons de la raison. Naturellement, il a fini par se tromper lui aussi.

Donc, le christianisme a raté le rendez-vous du XIXème siècle, le rendez-vous du monde industriel, le rendez-vous du prolétariat. Le socialisme était en passe de rater le rendez-vous du XXème siècle, en refusant de considérer que l'homme ne peut pas être cerné, saisi par la seule dimension politique.

Pour nous socialistes, un homme doit devenir responsable. Il est responsable de lui. Donc, il lui faut affiner les données de sa conscience. Il doit devenir responsable des autres, dans la mesure où les autres ont besoin de lui.

Nous vivons en communauté: il faut essayer de devenir, sans s'abolir, un des éléments assemblés par le socialisme, pour que l'organisation collectiviste serve à la libération de l'individu.

Entre le moment où l'on naît, le moment où l'on meurt, nous savons bien que les chances d'accomplissement d'un homme par la possession de sa responsabilité tiennent à un certain nombre de conditions matérielles. Donc, il est nécessaire de résoudre ce problème. Quand nous l'aurons résolu, nous verrons que ce n'est pas suffisant. Encore reste-t-il nécessaire que l'homme ne soit pas abruti par son travail, qu'il puisse s'accomplir dans ses amours, ses amitiés, dans son inquiétude et ses options spirituelles, s'il en a! Qu'il cherche tous les moyens qui lui paraîtront bons pour être davantage lui-même.

L'autogestion, si on arrive jusqu'au bout d'elle-même, c'est tout simplement l'individu capable de réfléchir, et auquel on en donne le temps...

Il est évident que le pouvoir ne sera acquis que lorsque le savoir aura été possédé par les plus humbles. C'est cela, notre démarche socialiste.

Emmanuel Mounier a, à mes yeux, un très grand rôle, car il a incité, non pas les chrétiens, mais les socialistes à comprendre mieux l'objectif de la société socialiste. Car la recherche socialiste est aussi celle de la joie et du bonheur: mais j'emploie ici le mot bonheur avec une minuscule, car nous n'en sommes pas maîtres.

Que peuvent faire socialistes et communistes pendant cinq ans? Parce qu'ils ne pourraient pas accorder immédiatement leurs finalités, il ne faudrait rien faire ensemble?

Nous irions renoncer à un avancement de l'Europe, par l'insertion des syndicats, le développement d'une Europe sociale, la démocratisation du suffrage universel, enfin tout ce qui constitue des progrès? C'est une forme de maximalisme que de nous reprocher d'avoir obtenu un accord avec le Parti Communiste sans renoncer à notre objectif, mais en acceptant un délai: ce délai, il est celui de l'Histoire.

L'autogestion: quand on lit le programme commun, on voit que nous avons obtenu la prise en main,

le contrôle, le pouvoir des travailleurs, dans des domaines qui sont à peine abordés par les pays les plus audacieux.

Chers amis autogestionnaires: méfiez-vous de l'utilisation par le grand capitalisme d'un certain nombre de procédés qui finissent par faire ignorer qu'il existe un affrontement de classes et la véritable recherche socialiste, et par faire confondre "autogestion" et "cogestion".

Si nous parvenons au niveau de toutes les entreprises à créer un droit de veto des travailleurs sur le plan de l'embauche, du licenciement, des cadences, des classifications, du choix des agents de maîtrise, de l'hygiène, de la sécurité, alors qu'à l'heure actuelle les comités d'entreprise n'ont qu'un vague droit de regard sur les oeuvres sociales; si, dans les entreprises nationale la majorité des conseils d'administration passe aux travailleurs, l'Etat devenant minoritaire, n'exerçant plus son contrôle qu'à priori dans le cadre de la planification démocratique; si nous y parvenons dans les cinq ans, qui pourra estimer que nous avons dormi en route?

Si les chrétiens n'aspirent qu'à se confondre dans le combat politique, étant bien entendu qu'ils ont droit à des égards particuliers, disons seulement que nous, nous réclamons de vous le droit du doute!

De la rencontre des courants chrétiens et socialistes, dans la mesure où ils sont encore loin de se confondre, naîtra le grand fleuve qui emportera, pour le siècle prochain, l'éternelle barrière.

A partir du moment où nous nous plaçons sur la base d'une liberté supérieure, il n'y a plus de barrière. Il reste à régler un petit contentieux, celui de l'école, quelquefois, celui de l'histoire de l'enseignement des prêtres, celui de l'application d'une législation qui a forcément des séquelles.

Nous sommes réalistes, nous comprenons très bien que nous pouvons blesser une partie du monde chrétien en apparaissant comme agressivement revanchards. Nous y veillerons. La victoire de la gauche, en 1973 ou plus tard, ne sera pas une revanche; et c'est en ce sens que vous pourrez nous aider beaucoup.

Tout ce que je dis trouve son explication concrète dans le programme commun. On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir de projet de l'homme. Il n'est pas possible qu'un chrétien, s'il a l'âme sensible et l'oreille attentive, n'ait pas perçu l'écho d'un formidable renouvellement des valeurs au sein du socialisme. Et c'est pourquoi nous avons tenu à cette rencontre aujourd'hui.

François MITTERAND.

Correspondance:

Bernard BOLZER

Ecole publique - 12 rue des Réformes - NANTES

C.C.P.: n° 3780-61 NANTES

Abonnement simple: 10francs.

Abonnement de soutien: 20 francs et plus.
